

Bruxelles : l'insertion, une variable d'ajustement politique au détriment des plus précaires

Les entreprises sociales mandatées en insertion (ESMI) jouent un rôle crucial dans les **politiques d'emploi** et au sein du tissu économique et social bruxellois. Ces ASBL développent plus de **2.000 emplois** formatifs pour les personnes les plus éloignées du marché de l'emploi notamment les chômeurs de longue durée et les bénéficiaires du CPAS. Près de **700 encadrants** les forment et les soutiennent au quotidien dans tous les secteurs d'activité : aide aux personnes, TIC, construction, administration, HoReCa, ressourcerie, etc.

Cependant, les ESMI sont aujourd'hui confrontées à une situation alarmante : elles deviennent une variable d'ajustement dans le marchandage politique bruxellois qui menace 2.700 emplois dès le 1^{er} janvier 2025. « *Si ce mercredi, le Gouvernement bruxellois ne reconduit pas les mandats des 106 ESMI ayant introduit, de longue date, leurs demandes de renouvellement, ce sont près de 2.700 emplois qui seront directement menacés dès le 1^{er} janvier 2025* » déclare Tatiana Vial Grösser, Directrice de la FeBISP.

Une absence de décision qui engendrera un effet domino pour des milliers de ménages bruxellois

En affaires courantes et avec un Ministre du budget absent, le Gouvernement bruxellois tarde, depuis de nombreuses semaines, à assumer ses responsabilités et expose les ESMI à des coupes budgétaires qui menacent tout simplement leur survie. Des prétendues économies, qui n'en n'ont que le nom, entraîneront des conséquences dévastatrices sur les publics cibles les plus fragiles. Si cette situation persiste, ce sont des milliers de bénéficiaires mais également des travailleur.ses en insertion socio-professionnelle qui perdront leur emploi ou leur opportunité de formation dès le 1^{er} janvier 2025, aggravant encore davantage les inégalités sociales et l'exclusion à Bruxelles. « *En plus des 2.700 emplois menacés, une centaine d'entreprises sociales risquent tout simplement de mettre la clé sous la porte* », souligne Benedicte Sohet, Directrice de ConcertES. Cela revient à se demander si la Région bruxelloise peut réellement se permettre un deuxième « Audi Brussels ».

« *Les entreprises sociales mandatées en insertion ne peuvent pas être les otages d'un marchandage politique* », poursuit Franck Kerckhof, porte-parole de la Fédération RESSOURCES. Il est urgent que les responsables politiques, qu'ils soient en affaires courantes ou engagés dans les négociations pour la formation du futur Gouvernement, prennent des décisions à la hauteur des enjeux auxquels Bruxelles fait face. La responsabilité collective des mandataires bruxellois est engagée. Nous appelons donc le Gouvernement bruxellois à agir immédiatement pour sauvegarder ces missions d'insertion et d'utilité publique, déléguées par la Région. Les personnes les plus vulnérables de notre société ne peuvent pas payer le prix de l'immobilisme politique. En conclusion, une décision à triple impact : sociale, économique et environnemental qui pourrait accessoirement coûter deux à trois fois plus cher à la Région d'ici quelques mois !

Contact presse :

Tatiana Vial Grösser – FeBISP asbl – 0477/48.40.54 – vial@febisp.be

Avec le soutien de ou en partenariat avec

